

# LA PRESTATION « ATTES » : ÉTAT DES LIEUX ET RESPONSABILITÉ DES ACTEURS

Isabelle GUITTON  
Avocate à la Cour

Nancy, 4 mai 2017

# Etat des lieux

---

## Les textes : Articles L556-1 et L556-2 du code de l'environnement :

- ✓ Sur les terrains ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée (...) lorsqu'un usage différent est ultérieurement envisagé
- ✓ Dans un secteur d'information sur les sols : SIS
- ✓ Ces sites font l'objet d'une étude des sols afin d'établir les mesures de gestion de la pollution à mettre en œuvre pour assurer la compatibilité entre l'usage futur et l'état des sols
- ✓ Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette prise en compte par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent.
- ✓ Cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

# Etat des lieux

---

## Les textes : Articles R556-3, R556-4 et R556-5 du code de l'environnement :

- ✓ L'attestation du bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garanti :
  - la réalisation d'une étude de sols ;
  - la prise en compte des préconisations de cette étude pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et l'usage futur du site dans la conception du projet de construction ou de lotissement.
- ✓ Le bureau d'études fournissant l'attestation peut être le même que celui qui a réalisé l'étude de sols.
- ✓ Le ministre chargé de l'environnement fixe par arrêté le modèle de l'attestation prévue aux articles L. 556-1 et L. 556-2.
- ✓ Lorsque la pollution ou le risque de pollution est causé par une installation soumise aux dispositions du titre Ier du livre V, l'autorité de police compétente pour mettre en œuvre les mesures prévues à cet article est l'autorité administrative chargée du contrôle de cette installation. Dans les autres cas, l'autorité de police est le maire.
- ✓ Un arrêté du ministre chargé de l'environnement définit la typologie des mesures de gestion de la pollution à mettre en place pour assurer la compatibilité entre l'état des sols et l'usage futur ~~du~~ site

# Quelle responsabilité ?

---

## **Les circonstances et les causes de cette responsabilité**

- ✓ Un préjudice causé au commanditaire de l'étude de sols et de l'attestation ou/ causé à un tiers
- ✓ Un diagnostic et une attestation erronés ou partiels

## **Une responsabilité civile professionnelle**

- ✓ Les obligations des bureaux d'études sont celles définies dans la lettre de mission
- ✓ La faute du commanditaire ou du tiers peut exonérer totalement ou partiellement la responsabilité du diagnostiqueur
- ✓ La qualité du commanditaire sera prise en compte : plus il est « sachant », plus le conseil dû par le diagnostiqueur sera restreint

# Illustration jurisprudentielle

---

## Responsabilité d'un bureau d'études (CA Rouen, 18 nov. 2010)

- ✓ Un projet de construction de l'acquéreur nécessitant une excavation de l'ensemble du terrain
- ✓ « *Les préconisations du rapport ne prennent pas en compte le respect de l'altimétrie du projet dont il avait connaissance, puisqu'était annexés à sa lettre de mission, notamment le plan d'implantation du projet, les coupes des bâtiments et du parking* »
- ✓ « *Que dans la lettre de mission, il était précisé que le rapport devait comporter des conclusions adaptées au projet d'aménagement et chiffré* »
- ✓ « *Que la faute (du bureau d'études) n'est pas d'avoir limité ses investigations et/ou de ne pas avoir déterminé exhaustivement les zones polluées, mais d'avoir défini des travaux de dépollution inadaptés au projet d'aménagement* »

# MERCI !

**Isabelle GUITTON**  
[isabelle.guitton@outlook.com](mailto:isabelle.guitton@outlook.com)

16, rue de la Banque  
75002 Paris  
06 69 62 05 01